

**AUJOURD'HUI** ■ Jean-Michel Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, en visite à Orléans

# « Le grand retour du soutien de l'Etat »

Jean-Michel Baylet vient signer, ce jeudi, un nouveau chèque de 10 millions d'euros pour la région Centre-Val de Loire.

## ENTRETIEN

Eric Moine

eric.moine@centrefrance.ocm

**A** près avoir serré la vis sur les dépenses de fonctionnement des collectivités, le gouvernement ressort sa bourse pour encourager leurs investissements. Jean-Michel Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales, vient signer, aujourd'hui, à Orléans, un avenant de 10 millions d'euros supplémentaires au Contrat de plan État-Région 2015-2020. Et, dans la foulée, il paraphera aussi le premier Contrat de ruralité en France, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), avec, pour la première année, 1,3 million d'euros.

■ **La réforme de l'organisation territoriale a renforcé les régions, les intercommunalités et maintenant les métropoles. N'a-t-on pas oublié la ruralité ?** Au contraire. J'ai milité pour que le périmètre de mon mi-



**POSITION.** Jean-Michel Baylet n'est pas hostile à deux métropoles dans la même région. PHOTO AFP

nistère soit défini tel qu'il est aujourd'hui : il regroupe aménagement du territoire, collectivités et ruralité. Parce que j'en avais assez que l'on oppose les uns aux autres. Les ruraux étaient persuadés que l'on faisait tout pour la ville et rien pour la campagne, et les urbains persuadés que tout l'argent allait dans la ruralité. Nous avons réussi à mettre les choses en complémentarité et même je dirais en osmose. La ruralité n'est pas oubliée, c'est même le grand retour du soutien de l'Etat dans ce secteur.

■ **Les conseils départementaux s'occupaient beaucoup de la ruralité. Ont-ils encore une légitimité à continuer à le faire, voire à exister ?** J'ai suffisamment mené combat pour la survie des Départements, ce n'est pas pour dire le contraire aujourd'hui. Tout le monde réclamait une clarification des compétences, c'est fait. La place de chaque collectivité a été mieux précisée. Que n'a-t-on entendu sur le fameux « millefeuille territorial » ! Les conseils départementaux sont désormais rentrés sur les actions de

solidarité et sur les collèges. Mais la loi leur permet de continuer à aider les communes rurales dans leurs investissements. Rien ne les en empêche.

■ **Il y a quinze métropoles aujourd'hui. Le Sénat, à majorité de droite, vient de rejeter les propositions d'élargir ce statut à de nouvelles villes dont Orléans.**

Ce texte que j'ai porté au Sénat avait, au préalable, déjà été taillé en pièces en commission, avant même la séance publique. Le débat public n'a été que le prolongement de cette décision. Les sénateurs n'avaient vraiment pas la volonté politique de discuter de manière positive sur ce texte, et ils ne se sont pas gênés pour affirmer leur hostilité à l'élargissement du nombre de métropoles.

■ **Reviendrez-vous à la charge à l'Assemblée nationale, à majorité, elle, de gauche ?**

Et comment ! La date est même fixée, le 13 décembre. Je déposerai les amendements de ce qui a été supprimé au Sénat et j'espère bien qu'ils seront adoptés avec un débat

plus serein et constructif.

■ **Comment pourraient coexister deux métropoles, Orléans et Tours, dans une seule et même région Centre-Val de Loire ?** Si les députés l'acceptent, Orléans sera métropole, ce sera en tout cas ma proposition, car nous souhaitons que les anciens chefs-lieux de régions deviennent métropoles s'ils le souhaitent.

Tours, ils sont venus me voir plusieurs fois. Ils ont fait un vrai bon boulot. Ils sont d'abord cœcuméniques, droite et gauche, les grands élus ont laissé les couteaux au vestiaire et travaillé dans la main. Ils m'ont convaincu.

■ **Et Orléans ?** Il y a la place pour deux grandes métropoles dans cette région. C'est un principe, c'est de droit. J'ai aussi reçu les grands élus d'Orléans. Eux également ont, droite et gauche, du sénateur Jean-Pierre Sueur (PS) au maire Olivier Carré (LR), monté un dossier solide, bien ficelé. Nous maillerons bien la France de vingt-deux métropoles, et je crois que c'est une bonne chose pour une politique efficace de l'aménagement du territoire. ■